

LA CHRONIQUE POLITIQUE

Dans la conférence de presse donnée le 5 mars dernier en sa résidence de Nguba, le président national de l'Union dans l'action pour le peuple (UDAP), M. Lukama Nkunzi a regretté que le Zaïre se confond dans une crise indescriptible due au manque de volonté politique ou de la bonne volonté tout court de la part des acteurs politiques. Au lieu de verser aussi dans le fanatisme et la politique politicienne, l'UDAP privilégiera par contre la moralisation et l'éducation du peuple afin que celui-ci puisse prendre conscience de son destin. Pour M. Lukama, la CNS a produit un bon travail qui malheureusement a été tit confisqué par les politiciens. Le travail de la CNS n'est plus ainsi une bible de Jérusalem mais une bible de chacun selon son entendement!

L'Association des politologues du Sud-Kivu (APOSKI) a, le 9 mars dernier en la salle de l'ex-Maison du Parti, animé une conférence-débat ayant pour thème "Les forces de l'ordre face à la légalité et à la légitimité. A quoi s'en tenir ?" Après avoir soutenu que le pays ne connaissait ni une crise de légalité ni une crise de légitimité mais une certaine délinquance politique, l'APOSKI a jugé contradictoire l'attitude des Forces armées zaïroises et de Haut commandement. Tout en prenant position pour la constitution de 1967, les FAZ ont pris d'assaut le Haut conseil de la république (l'un de trois organes de la transition) pour chercher une solution à leurs soldes payées avec les problématiques coupures de 5 millions zaires. Dans des telles conditions, l'armée zaïroise cesse d'être apolitique ou neutre au grand dam des vertus républicaines et de la sécurité des populations.

Le secrétaire national chargé de l'organisation au sein du directoire du RSF (Rassemblement des forces sociales et fédéralistes), M. Mushobekwa Kalimba wa Katana a, au cours d'une conférence de presse tenue au secrétariat fédéral du parti le 9 mars 1993, dénoncé et condamné le comportement de certains "apprentis politiciens". Qui - ignorant que la démocratie est d'abord un combat d'idées, une occasion de la promotion du débat politique et de réflexion sur les chances de développement des entités décentralisées - se sont mis à accuser sans preuve, à injurier, à diffamer, à diaboliser et à exclure les leaders des partis représentés au Sud-Kivu qui ne sont pas de leur obédience ou de leur cartel. Le RSF qui se veut un parti d'opposition indépendant est entièrement acquis au changement et souhaiterait que le déblocage de la crise politique actuelle au Zaïre suive le schéma tracé par la CNS et son émanation, le HCR car, toute tentative en dehors de ce schéma est porteuse de sa propre destruction, a dit M. Mushobekwa.

Le secrétaire national et le président provincial du PDSC, MM. Léonard Mukulu W'Etinda et Ferdinand Chimanuka Ntagaya Ngabo ont, le 12 mars dernier à Bukavu, animé une conférence de presse pour expliciter la position de leur parti face à la situation de l'heure. Le PDSC/Sud-Kivu désapprouve le conclave de Kinshasa qui n'est qu'un conclave du MPR et ses associés cherchant à remettre en cause les acquis de la CNS. Tout en souscrivant entièrement au schéma initié par le HCR et aux actions menées par l'Union sacrée radicale, le PDSC/Sud-Kivu désavoue les soi-disant représentants du Sud-Kivu à ce conclave d'autant plus que ces derniers n'ont pas été mandatés par les Sud-kivutins. Dans la quête des solutions à la paix des militaires et autres agents de l'Etat ainsi qu'à l'actuelle crise monétaire, le PDSC exhorte la population du Sud-Kivu à utiliser les coupures de 5.000, 10.000, 20.000, 50.000 et 100.000 Z dans leurs transactions commerciales. Entre-temps, les commerçants, hommes d'affaires et opérateurs économiques qui sont invités à ne pas résister ou hésiter devant les coupures précipitées, devraient s'acquitter en espèces de leurs redevances et autres droits dus à l'Etat ou à la province.

Le secrétaire provincial de l'UFERI/Sud-Kivu, M. Joseph Lunanga Busahya confirme ce qui suit:

1. La création de l'UNADEF par M. Mwando (en mal de positionnement et moins crédible il est vrai par rapport à M. Nguz), s'il en est, à la suite de la doucereuse défection d'autres branchette jusqu'alors naïvement caressées par Kishwe, Mbenga, et autre Mutombo Kupa va mettre fin à la situation confuse que nous avons non seulement déplorée et dénoncée mais surtout condamnée dans une des éditions du Journal JUA, raison profonde de l'autonomie et de l'orthodoxie que nous avons décrétées au Sud-Kivu.

2. Avec l'autonomie et l'orthodoxie, nous avons ainsi prouvé à la face du monde que l'U.F.E.R.I. est UNE et indivisible et donc l'affaire de tous les fils et filles de ce pays et jamais un GRAAL privé de seuls Katangais, car en fait, l'heure n'est plus à l'importation de leaders - fussent-ils miraculeux - mais plutôt à la promotion de leaders locaux, seuls capables de cerner et résoudre efficacement les problèmes de notre chère province : le Sud-Kivu.

3. L'ex. comité provincial de l'U.F.E.R.I. Sud-Kivu jusque-là dirigé par le Professeur J.R. Kasele avec le concours de ses deux vice-présidents M.M. Gratien Namujangwa et Birhakaheka Njiga sera prochainement restructuré en égard à l'optique d'autonomie et d'orthodoxie en tenant surtout compte du paysage politique de l'heure.

Ndlr: Merci pour cette mise au point. Mais la confusion entretenue par votre "UFERI/Sud-Kivu" demeure totale. Tant il est vrai que l'opinion n'est pas fixée sur votre organisation nationale et vos rapports avec Nguz. Le flou persiste! A qui profite-t-il sinon à des indécis qui sans cesse reviennent à leurs déclarations!

Birindwa dans la mouvance présidentielle ?

Jamais un fondateur de l'UDPS n'a été la cible des critiques comme Faustin Birindwa. Son agitation est à la dimension de cela. Au cours d'une conférence de presse organisée mardi 2 mars courant en sa résidence de Binza Ma Campagne, M. Faustin Birindwa, a fait d'une pierre deux coups et marqué son débauchage : "...si mes collègues persistent en me suspendant (NDLR : c'est effectif depuis le 1er mars), je crée le courant modéré de l'UDPS en opposition avec le courant messianique qui entend introduire la violence et l'intégrisme..."

Avant de poursuivre : "l'UDPS est un parti démocratique (...) j'ai au moins un coup de téléphone par jour avec Mgr Monsengwo, si le HCR décide que l'UDPS prenne la primauté d'autant qu'il s'agit de sauver le parti, je pourrai être premier ministre (...) il n'y a pas d'homme qui soit né pour occuper seul le poste de président de la République ni du premier ministre éternellement...". Mais pourquoi M. Birindwa ne cherche-t-il pas à remplacer M. Mobutu qui a déjà régné pendant plus d'un quart de siècle. Là n'est pas la question.

M. Birindwa s'est dit victime d'une grande cabale opportunément créée à chaque échéance politique et surpris qu'aucune note relative à sa suspension ne lui a jamais été adressée. Et de poursuivre : "le Collège des fondateurs est un organe non statutaire, donc incompetent pour me suspendre... Son rôle est de cimenter la cohésion au sein du parti."

Se reconnaissant opposant de première heure, M. Birindwa a ajouté : "On m'a suspendu de toutes mes fonctions au sein de l'UDPS, si être secrétaire national chargé de l'organisation et de l'administration de l'UDPS est une fonction (...) être fondateur n'en est pas une". Et ce avant de se prévaloir populaire. Cela pour dire : "qu'un homme politique ne reconnait que trois dieux : sa conscience, son parti et sa base...". Dans cette logique, M. Birindwa descendra très prochainement dans la zone de Walungu au Sud-Kivu pour expliquer la portée de sa suspension. Une

suspension qui, selon lui, est l'oeuvre de certaines personnes. Mais lesquelles ? Passons !

Les enjeux politiques étant de taille, Faustin Birindwa a surpris l'auditoire avec une terminologie autrefois chère à Jean Nguz, alors exclu de l'Union sacrée : "messianique, modéré". Est-ce la voix de la raison que de créer son propre parti politique et tourner le dos à ses anciens collègues ? "Le courant modéré n'est pas un parti politique..." C'est là le hic !

Au sujet d'Etienne Tshisekedi, M. Birindwa n'a pas caché le ton d'un conflit latent datant d'il y a la formation du gouvernement Tshisekedi III. Car, n'ayant pas été repris. Ce geste a paru à Birindwa comme à certains de sa base comme un reniement.

La lecture d'un courrier amical y relatif entre lui et Etienne Tshisekedi a tout dévoilé "je n'ai rien contre vous, je n'ai plus confiance en vous. Car, je n'ai pas les moyens de vous contrôler..." dit Tshisekedi à Birindwa. C'est là l'autre face de l'iceberg jamais révélée. A vérifier en tout état de cause.

Autre révélation de M. Birindwa : "après le conclave de l'Union sacrée à Nganda, on savait que la cohabitation Mobutu - Tshisekedi serait impossible. Déjà l'Union sacrée avait levé l'option d'une pièce de rechange tirée de l'UDPS en cas de blocage (...) une motion en ce sens a été soutenue au HCR par Jacques Matanda (...) et si je trouve qu'il faut défendre l'honneur de mon parti, je ne peux faire autrement...". De quoi dire qu'il n'y a jamais de fumée sans feu.

Soufflant le chaud et le froid à la fois, M. Birindwa a reconnu : "Il n'y a pas de conflit entre moi et Tshisekedi (...). S'il y a quelque chose, c'est la lutte de leadership (...). Il faut des élections en cas d'un congrès de l'UDPS pour lequel les études préparatoires ont pris fin en janvier 1991 (...). Et de renchérir : "20 ans de lutte contre Mobutu, je ne peux pas la cautionner. La dictature me trouvera en rempart sur son passage..."

Fustigeant la presse de faire un travail biaisé, M. Birindwa promet de traduire quiconque parlerait de lui sans preuve. Le dommage d'intérêt, dira-t-il, sera la

limite du double lui incriminé. Cela avant de déboucher sur une leçon de morale : "ma suspension est une querelle de ménage, quiconque y entrerait risquerait d'y laisser sa peau (...). Nous avons des liens qu'aucun ne peut dénouer par un simple coup d'humeurs (...). Car, j'ai versé de mon sang et perdu mes biens pour l'UDPS, donc je ne quitterai pas l'UDPS. Si l'UDPS existe, c'est grâce à moi et Marcel Lihau, sans quoi, le parti serait un parti des Beluba..."

Au delà de ce tableau, l'adite conférence de presse a été complètement monopolisée par Ntumba Matulu (OCRT) qui refusait même des questions aux confrères. Elle a connu la participation non moins importante de Dominique Matadi, un faux de l'UDPS Sud-Kivu passé vedette de la télévision congolaise à l'heure où l'embargo est décrété contre l'opposition. Signe qui ne trompe pas.

L'identité de discours de ce dernier et celui de Birindwa a été criante. A une question posée à ce sujet, M. Birindwa n'y est pas allé par quatre chemins pour s'en apercevoir avant de défer l'auditoire que : "la télévision et la radio sont ouvertes à tous". Quelle surprise ! C'est dire, la déclaration de Birindwa est l'aboutissement d'un vieux schéma de débauchage signé Mouvement présidentielle. Comprenez qui peut !

Et puis, les observateurs avertis ont pu remarquer que la conférence de presse de Faustin Birindwa a été allégrement diffusée dans l'intégralité par télé-Kitutu et entrecoupée des commentaires cyniques du griot Imana Ingulu qui a carrément parlé d'une scission au sein de l'UDPS. Ça paraît du zèle négatif et criminel. Car, Birindwa lui-même qui a curieusement des entrées faciles à la Kawa Television ne l'a pas affirmé. Querelle de ménage ou débauchage au profit de l'incarnation du mal ? A Birindwa de répondre. Mais, s'il a trahi un de ses trois dieux, à savoir, sa base, M. Birindwa aura signé sa mort politique. On verra !

Tiré de "Umoja"
du 4 mars 1993

Birindwa souffle le chaud et le froid

Une petite expression vénéneuse : "suspension pour vagabondage politique", et lundi 1er mars, Faustin Birindwa s'est retrouvé botté en touche par l'UDPS. Mais, dès le lendemain mardi 2 mars, le co-fondateur de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social a aussitôt rebondi sur le terrain politique, tel un ballon trop gonflé, poursuivre la partie : "Si mes amis confirment ma suspension, menace-t-il, je lance le courant modéré au sein de mon parti". Il y a un peu de tout dans les déclarations de celui qui vient de perdre ses fonctions de secrétaire national chargé de l'organisation au sein de l'UDPS : un réquisitoire camouflé, une accusation à peine voilée, un peu de chantage, un peu de menace, et un petit appel au pied.

Mardi, Birindwa n'avait pas encore reçu notification officielle de sa suspension et voudrait sans doute croire qu'il a mal entendu ou mal lu le communiqué diffusé par les organes officiels de l'UDPS lundi 1er mars et signé par le collège des fondateurs. D'ailleurs, lui-même n'a pas été invité à la réunion au cours de laquelle la carte rouge lui a été montrée et il s'étonne qu'on l'ait ainsi oublié. Au nombre de 18, ses collègues membres du collège des fondateurs ne s'y seraient pas pris autrement s'ils avaient voulu le poignarder dans le dos. "Parmi les dix-huit signataires du communiqué, neuf viennent d'une même région", explique Birindwa. Le message est bien délivré. Le communiqué, rédigé en des termes clairs, et même mordants, ne lui a laissé

aucune chance : ils portent sur la suspension de Faustin Birindwa de toutes ses fonctions au sein de l'UDPS "pour vagabondage politique", et cela "jusqu'à nouvel ordre". Apparemment sonné par la violence du coup mais tentant de récupérer ses esprits, le suspendu a rapidement réagi en convoquant la presse, dès le lendemain 2 mars en sa résidence de la Riviera dans le quartier huppé de Ma Campagne pour faire face à l'attaque.

Dissidence. Pesant bien ses mots, Birindwa s'est dit en phase avec "l'UDPS, parti démocratique et non violent". Par contre, il n'est pas question pour lui d'accepter "l'intégrisme et les intégristes qui veulent nous mener à la violence". Soufflant le chaud et le froid, Birindwa qui reste membre du parti, donne la cote de 100 pc à l'UDPS en matière de démocratie et de ce fait, il estime que personne ne se dressera sur son chemin pour l'empêcher de créer un courant au sein du parti. Il a perdu la patience et s'en est pris à la campagne de "diabolisation" menée contre lui dans "une certaine presse", celle officiellement du parti dont il ne reconnaît pas. "Cette campagne a lieu à l'approche de certaines échéances. Je connais les personnes qui commandent ces écrits", déclare-t-il. Il promet de traduire en justice tous les journaux qui ont publié des articles diffamatoires et mensongers contre lui notamment en ce qui concerne "les corruptions pour le pouvoir". En ce qui concerne ses rapports personnels avec Tshisekedi, il dit qu'il n'y a pas des

nuages. Mais alors de la formation du gouvernement Tshisekedi après son élection par la Conférence Nationale, les militants du Sud-Kivu (la base de Birindwa) lui ont écrit pour connaître les raisons de la mise à l'écart de leur leader. Birindwa a transmis la lettre à Tshisekedi : "Etienne a fait une annotation au bas de la page : 'je n'ai plus confiance en vous car je ne vous contrôle plus', explique Birindwa aux journalistes effarouchés.

Dissidence, quand tu nous tiens ! Manifestement, le vieux combattant a pris un coup au moral. Il confesse ne rien comprendre à la mesure de suspension qui frappe, lui qui, affirme-t-il, a le plus souffert et a perdu le plus de biens durant les longues années de lutte commune. Au risque de donner à la presse le sentiment de souffrir d'un complexe de persécution, le suspendu s'est dit être au centre d'une cabale. D'après lui, pour son exclusion du Secrétariat Technique de l'Opposition (STOP), la motion avait été lancée par 9 membres sur 16. Et d'ajouter : "tous de la même région". On veut des noms. Soumise au vote, la motion de son envoi au purgatoire a finalement été adoptée par une courte majorité : 9 voix pour et 7 contre. A l'époque, on l'avait exclu du STOP pour qu'il s'occupe de l'organisation du parti. Maintenant, celui-là même qui doit réorganiser l'UDPS se voit suspendu de toutes ses fonctions.

Tiré de "Le Soft"
du 4 mars 1993